

Le Canada et l'URSS sont cosignataires de nombreux accords internationaux régissant les droits de l'homme. En y adhérant librement, l'URSS nous a mis en position de lui demander des comptes sur sa façon de les respecter. Le processus a été long, mais l'Union soviétique est aujourd'hui disposée à discuter avec nous de sa prestation au chapitre des droits de l'homme. Je vais vous donner un exemple.

L'an dernier, au cours des entretiens que j'ai eus à Moscou avec M. Andrei Gromyko, alors ministre soviétique des Affaires étrangères, j'ai soulevé la question de la violation des droits de l'homme en URSS. La réponse de M. Gromyko a été aussi prévisible qu'insatisfaisante, c'est-à-dire que ces démarches constituaient une intervention inacceptable dans les affaires internes de l'Union soviétique.

Le mois dernier, lorsque j'ai rencontré à Ottawa le successeur de M. Gromyko, M. Edouard Chevardnadze, j'ai de nouveau soulevé la question. Cette fois, le ministre soviétique n'a pas refusé d'en discuter. Je lui ai donné des listes de citoyens désireux de venir joindre leur famille au Canada. J'ai également fait des représentations spéciales pour le compte de juifs désirant émigrer en Israël. M. Chevardnadze s'est alors engagé à revoir personnellement ces cas et a même répondu aux questions des journalistes canadiens sur les droits de l'homme en Union soviétique à l'occasion d'une conférence de presse donnée à son ambassade.

Cette nouvelle attitude des autorités soviétiques aurait été impensable il y a quelques années à peine. Aujourd'hui on la constate au sein de nombreuses tribunes. À Reykjavik, le président Reagan et le secrétaire général Gorbatchev ont convenu publiquement que l'accroissement des contacts entre les personnes était un sujet qui devait être discuté en même temps que les questions de contrôle des armements et de défense. Une grande partie de la Conférence-bilan de la CSCE, qui se tient actuellement à Vienne, sera consacrée aux droits de l'homme.

La semaine dernière à Vienne, M. Chevardnadze a invité le Canada et d'autres pays de la CSCE à venir à Moscou pour discuter de la coopération humanitaire. Il s'agissait du dernier épisode d'une campagne délibérée destinée à changer l'image que projette l'Union soviétique au chapitre des droits de l'homme. Nous ne pouvons rejeter cette proposition du revers de la main. Notre réaction doit cependant être mesurée et conçue de manière à forcer Moscou à passer de la parole aux actes.